



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/48/268
26 juillet 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/ARABE/
ESPAGNOL/FRANCAIS

Quarante-huitième session
Point 143 de l'ordre du jour provisoire*

DEVELOPPEMENT PROGRESSIF DES PRINCIPES ET NORMES DU DROIT INTERNATIONAL
RELATIFS AU NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	2
II. VUES ET OBSERVATIONS SOUMISES PAR LES GOUVERNEMENTS	2
Argentine	2
Iraq	3
Lesotho	6
III. VUES ET OBSERVATIONS PRESENTEES PAR LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	6
Comité consultatif juridique afro-asiatique	6
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	9
Organisation internationale du Travail	10
Organisation mondiale de la santé	11

* A/48/150.

I. INTRODUCTION

1. Le 9 décembre 1991, l'Assemblée générale a adopté la résolution 46/52 intitulée "Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international", dans laquelle elle a rappelé l'étude analytique que l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche lui avait présentée à sa trente-neuvième session (A/39/504/Add.1, annexe III); exprimé l'avis qu'il fallait examiner les effets de la conjoncture économique internationale sur les pays en développement; décidé de créer à la Sixième Commission un groupe de travail chargé d'élaborer les principes et les normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international et prié le Secrétaire général de prendre l'avis des Etats Membres et des institutions internationales compétentes en ce qui concerne, notamment, les principes que le groupe de travail pourrait examiner en premier et de réunir ces observations dans un rapport à présenter à l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session.
2. Le Secrétaire général a donc adressé une note aux gouvernements des Etats Membres et une lettre aux organisations internationales compétente datées du 27 février 1992, dans lesquelles il les invitait à lui communiquer leurs vues et observations en application de la résolution 46/52.
3. Le présent rapport contient les réponses reçues des gouvernements et des organisations internationales au 15 juillet 1993. Les réponses reçues ultérieurement seront publiées dans des additifs.

II. VUES ET OBSERVATIONS SOUMISES PAR LES GOUVERNEMENTS

ARGENTINE

[Original : espagnol]
[13 avril 1993]

Selon le Gouvernement argentin, les principes ci-après devraient régir les activités du groupe de travail créé en application du paragraphe 3 de la résolution 46/52 de l'Assemblée générale :

A. Cadre général

Résolution S-18/3 de l'Assemblée générale en date du 1er mai 1990, contenant le texte de la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement.

Résolution 45/199 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1990, définissant la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement.

B. Points particuliers que le groupe de travail pourrait examiner en tant que principes

Paragraphe 21 à 38 de la résolution S-18/3 concernant les engagements et politiques en matière de coopération internationale pour le développement.

/...

Paragraphe 17 de la résolution 47/183 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1992 sur l'élimination du protectionnisme libellé comme suit :

"Invite la communauté internationale à aider à promouvoir les mesures nécessaires à la revitalisation du processus de développement dans les pays en développement, en vue de stimuler les échanges internationaux et d'assurer une croissance économique et un développement soutenus;".

Paragraphe 126 de l'Engagement de Cartagena adopté par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa huitième session, qui fixe les objectifs ci-après pour la communauté internationale :

a) Enrayer et inverser le protectionnisme afin de stimuler la libéralisation et l'essor du commerce mondial dans l'intérêt de tous les pays, en particulier des pays en développement;

b) Instaurer un système commercial international équitable, sûr, non discriminatoire et prévisible;

c) Faciliter l'intégration de tous les pays dans l'économie mondiale et dans le système commercial international;

d) Garantir la synergie des politiques environnementales et commerciales, en vue d'assurer un développement durable;

e) Renforcer le système commercial international, grâce à la conclusion rapide et à un résultat équilibré des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay."

IRAQ

[Original : arabe]
[7 juin 1993]

1. Le Gouvernement iraquien attache un poids considérable à la question du développement des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international en ce sens qu'elle revêt une importance exceptionnelle dans le contexte actuel des relations de l'Iraq avec les pays en développement qui n'ont cessé de lutter pour l'instauration d'un ordre économique international plus juste et mieux adapté aux besoins actuels. L'Iraq, qui est l'un des partisans de ce nouvel ordre mondial, est donc favorable à la création d'un groupe international de la Sixième Commission de l'Assemblée générale qui serait chargé de poursuivre les travaux de mise au point et d'affinement de ces principes.

2. La détérioration de la situation économique de nombreux pays du monde, les changements structurels qui s'opèrent dans les systèmes économiques et les relations économiques internationales, le non-respect des engagements internationaux qui s'observe actuellement dans le monde et le caractère limité des négociations dites multilatérales, sans parler de l'application partielle ou impropre des principes en question, sont autant de facteurs qui impriment un nouvel élan aux travaux de ce groupe et leur donnent une nouvelle importance

/...

s'agissant non seulement de la mise au point des principes mais aussi de l'étude de la question des violations dont ces principes font l'objet.

3. Les règles changent avec le temps; par suite, les lois doivent être régulièrement mises à jour; il est donc inacceptable et absurde que l'ordre économique international continue d'être régi par des normes et des règles établies dans les années 40 et 50 et imposées par un petit groupe d'Etats sortis vainqueurs de la guerre, à une époque où bon nombre des Etats actuels n'existaient pas ou n'étaient pas associés à la formulation des principes et normes en question.

4. Les efforts sérieux déployés dans les années 70 pour asseoir l'ordre économique international sur de nouvelles bases propres à répondre aux impératifs de l'évolution qui s'opère dans le monde ont conduit à l'adoption de plusieurs résolutions et documents dont les plus importants sont peut-être les résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale en date du 1er mai 1974, contenant la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, la résolution 3281 (XXIX) du 12 décembre 1974, contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats et la résolution 3262 (S-VII) du 16 septembre 1975 sur le développement et la coopération économique international, qui restent des références de base pour l'instauration de l'ordre économique international souhaité encore qu'elles n'aient pas acquis le caractère d'instruments juridiques contraignants et que les dispositions en aient guère été strictement et efficacement appliquées.

5. Consacrés dans la forme juridique voulue, les principes énoncés dans les résolutions précitées favoriseraient l'égalité souveraine des Etats et la coopération entre eux.

6. On ne saurait méconnaître le fait que l'ordre économique international est étroitement lié à deux facteurs importants, à savoir la paix et la sécurité, en l'absence desquels aucun ordre ou système, si solide soit-il, ne peut être viable et favoriser la réalisation des objectifs économiques fixés. C'est pourquoi, s'agissant des principes et normes du nouvel ordre économique international, il faudrait souligner la nécessité pour les Etats de s'engager à s'abstenir de toute mesure de coercition ou de provocation économiques de nature à conduire à l'instabilité interne et de toute pratique de nature à entamer la confiance dans les relations économiques internationales et à compromettre la sécurité économique internationale.

7. Etant donné les écarts observables dans les performances économiques et le niveau de développement des divers Etats, on est conduit, en examinant la question du développement progressif des principes et normes relatifs au nouvel ordre économique international, à prendre en considération la situation des pays à faible niveau de développement afin de veiller à leur réserver un traitement préférentiel pour les aider à surmonter les obstacles à leur développement et à rattraper les pays développés.

8. Les crises mondiales ayant imposé aux pays en développement un coût économique et social considérable désastreux pour leur économie, il est impératif d'élaborer des normes internationales en matière de politique économique mondiale qui permettent d'alléger le fardeau ainsi imposé aux pays en

/...

développement et de les aider à trouver des solutions adaptées aux problèmes liés à la conjoncture mondiale, notamment dans les domaines monétaire et financier.

9. Pour mettre au point de nouvelles normes ou améliorer les normes existantes, le groupe de travail international devra orienter ses travaux selon deux axes fondamentaux. D'une part, il devra examiner l'ensemble des règles et principes qui ne sont plus conformes aux conditions existantes, notamment dans les domaines du transfert de technologie, de l'ouverture des marchés au flux des échanges internationaux, de la lutte contre les pratiques monopolistiques internationales et de la création de modes d'exécution des obligations et des accords internationaux appropriés. D'autre part, il devra formuler de nouvelles normes et principes permettant de faire face à l'évolution de la situation et aux réalités nouvelles.

10. Compte tenu de ce qui précède, le Gouvernement iraquien estime que les observations et conclusions figurant dans l'étude réalisée par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et les décisions adoptées par la communauté internationale peuvent constituer un précieux point de départ pour le groupe de travail, à la condition que ce dernier envisage dans le même temps la nécessité de souligner les points ci-après :

a) Le principe de la progressivité dans le développement des principes et des normes ne doit pas servir d'échappatoire ou de prétexte pour remettre à plus tard ou entraver le processus de développement souhaité, puisque, comme on l'a vu, cette question du développement n'a jamais cessé d'être à l'ordre du jour à l'Organisation des Nations Unies depuis le milieu des années 70;

b) Tous les principes et normes doivent être totalement à jour et aucune norme ne doit en primer une autre. Le principe du maintien de la paix et de la sécurité est en totale contradiction avec des politiques visant à appauvrir ou à affamer les peuples et la contrainte économique et les efforts déployés pour bloquer l'activité économique d'un Etat sont incompatibles avec le principe de la coopération économique et sociale énoncé aux Articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies;

c) La mise au point et la formulation de principes et normes, si fondamentales soient-elles, ne suffiront pas si elles ne s'accompagnent pas de la création de mécanismes appropriés pour la mise en oeuvre de ces principes et normes. En outre, il est essentiel de mettre sur pied des organes de contrôle chargés de recenser les cas de violation ou d'application impropre de ces principes;

d) Refuser à toute entité quelconque le droit de prendre part aux décisions qui la concernent directement revient à lui ôter sa souveraineté et son droit à l'autodétermination. Etant donné la gravité de cette question, le groupe de travail devra trouver des moyens et des formules appropriés prévoyant, d'une part, la participation de toute entité aux décisions qui la concernent directement et, d'autre part, la répartition équilibrée des pouvoirs;

e) Le principe de l'égalité souveraine commande également de modifier les procédures de vote en vigueur qui lui sont contraires et portent atteinte aux pays en développement et à leur droit au développement; aussi faut-il réaffirmer

/...

le principe de l'égalité entre les Etats dans le processus de prise de décisions internationales;

f) La mise en place de dispositifs institutionnels en vue de la mise en oeuvre des engagements internationaux est une question fondamentale sur laquelle le groupe doit se pencher, dans la mesure où ces engagements resteront lettre morte tant qu'ils ne seront pas revêtus de la force exécutoire appropriée;

g) La répartition équitable des richesses communes est un principe qui a été généralement accepté dans ses grandes lignes, permettant ainsi d'élargir les travaux vers d'autres domaines. A cet égard, nous jugeons nécessaire que le groupe de travail international réaffirme les droits de tout Etat d'utiliser les eaux des fleuves internationaux en priant tout Etat, lorsqu'il exerce ce droit sur une rivière internationale qui traverse sa région, de respecter le droit des autres Etats intéressés sur les eaux de ce fleuve, de ne pas porter atteinte aux droits ou intérêts légitimes des autres Etats et de consulter les Etats en question avant d'exécuter tout projet afin de garantir à tous les pays riverains la jouissance de ces eaux. Par ailleurs, les Etats concernés doivent définir d'un commun accord, conformément aux principes et aux normes du droit international, la part des ressources en eau des fleuves internationaux qui revient à chaque Etat et les normes de qualité de l'eau applicables.

LESOTHO

[Original : anglais]
[8 avril 1993]

Le Gouvernement du Royaume du Lesotho souhaite que le Groupe de travail de la Sixième Commission examine en premier les quatre questions ci-après :

- a) Le principe de solidarité;
- b) Le principe relatif au devoir de coopérer;
- c) Le droit au développement;
- d) Les perspectives d'instauration d'un nouvel ordre économique international compte tenu de la détérioration de la situation économique des pays en développement, en ce qui concerne notamment le problème de la dette, des produits de base, etc.

III. VUES ET OBSERVATIONS PRESENTÉES PAR LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

COMITE CONSULTATIF JURIDIQUE AFRO-ASIATIQUE

[Original : anglais]
[7 mai 1993]

1. Il convient de signaler que le Comité consultatif juridique afro-asiatique a déjà abordé certaines questions clefs ayant trait au nouvel ordre économique international lors de ses sessions annuelles. En sa qualité d'organisation intergouvernementale oeuvrant pour la promotion et le développement progressif

/...

du droit international, le Comité met l'accent, dans toutes ses activités, sur la primauté des principes juridiques nécessaires à l'instauration d'un ordre international juste et équitable. Il est inutile de rappeler à quel point cette primauté est fondamentale pour les pays en développement d'Asie et d'Afrique.

2. Il faudrait à ce stade faire clairement ressortir le principe d'"égalité souveraine" des Etats. Ce principe devrait normalement trouver une très large application dans les relations internationales, mais il s'en faut de beaucoup qu'il en soit véritablement ainsi, en particulier dans les domaines économique et commercial. Les spécialistes du droit international des pays développés estiment que les nombreux manquements aux principes du droit économique et commercial international tiennent à l'étroitesse du champ d'application des politiques nationales. Par exemple, l'application des accords bilatéraux conclus dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) donne lieu à l'adoption de mesures réciproques de rétorsion. Le principe de l'"égalité souveraine" des Etats ne joue qu'en théorie. Il est indispensable d'examiner sous un jour nouveau la situation à cet égard - par exemple, la détermination de l'ordre économique international par l'introduction de clauses de rétorsion dans les législations nationales - pour comprendre l'évolution de l'ordre mondial.

3. Pour ce faire, il faudrait examiner plus avant les principes et normes du nouvel ordre économique international ci-après :

- a) Le droit des Etats de choisir leur modèle de développement;
- b) Le droit des Etats de choisir les modalités d'organisation de leurs relations économiques extérieures;
- c) Le droit des Etats de participer à la coopération sous-régionale, régionale et interrégionale; et
- d) Le caractère illégal des mesures entravant le libre exercice des droits découlant du principe d'autodétermination économique.

S'il est indispensable de réaffirmer l'importance fondamentale de ces normes, il est quelque peu malaisé de dire dans quelle mesure elles sont applicables à l'heure actuelle car il est difficile de savoir dans quelle mesure les pays en développement sont à même de préserver leur souveraineté sur les plans interne et externe.

4. Comme on l'a souligné à juste titre, on ne saurait contester le bien-fondé du principe dit de la "souveraineté permanente [des Etats] sur [leurs] ressources naturelles" énoncé en termes généraux, en ce sens qu'il consacre des principes généraux du droit international, en particulier les principes de souveraineté et de compétence territoriales en tant qu'ils s'appliquent aux richesses naturelles considérées comme ressources de l'Etat et au domaine économique en général. A l'heure actuelle, la plupart des pays font état d'un besoin accru d'investissements étrangers. Les investissements étrangers et l'utilisation des ressources sont deux questions de première importance qui sont liées entre elles. Compte tenu des priorités définies par les Etats en matière de développement, il s'agit de savoir comment résoudre ces deux questions. Le problème exige d'être examiné attentivement car de sa solution dépend

/...

l'importance des flux d'investissements étrangers. Il y a deux autres facteurs importants qu'il faut examiner selon la double perspective des investissements étrangers et de l'utilisation des ressources. Il s'agit : a) de la stabilité interne et b) de la préservation de l'environnement.

5. La solution à la question de la stabilité interne et de sa relation avec les flux d'investissements étrangers obéit davantage à des facteurs politiques qu'à des facteurs d'ordre juridique. Il convient de souligner qu'une croissance économique stable non accompagnée d'un endettement extérieur est la condition sine qua non d'une stabilité interne uniforme viable. C'est ce qu'on a pu observer dans bon nombre de pays d'Asie et d'Afrique. Dans la mesure où les facteurs politiques évoqués ci-dessus n'entrent pas pour l'essentiel dans le champ d'application des travaux du Comité, nous limiterons nos observations aux facteurs juridiques. A l'intérieur de ses frontières, il est loisible à tout Etat d'orienter les investissements étrangers vers tel ou tel secteur économique de son choix, encore qu'il s'agisse là d'une faculté limitée, comme le montre l'étude des questions relatives à l'endettement extérieur. Pour bénéficier des investissements dont il a besoin dans tel ou tel secteur de son économie, tout Etat doit se soumettre aux conditions très strictes "imposées" par les organismes de prêt internationaux. Ces conditions stipulent quels secteurs de son économie doivent bénéficier des prêts consentis et influent fortement sur sa situation économique intérieure à plusieurs égards. Il conviendrait d'examiner le bien-fondé juridique de ces conditions dans la mesure où elles ont trait aux normes du nouvel ordre économique international.

6. Les facteurs d'ordre environnemental prennent de plus en plus d'importance. Ainsi qu'il est dit plus haut, tout Etat a le droit de choisir son modèle de développement. Si la définition de cette notion est sujette à des interprétations diverses, la nécessité d'assurer un développement durable en respectant l'environnement, dont il est fait état dans le programme Action 21 adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, est quasiment reconnue par tous. Sans retracer l'évolution de la notion de modèle de développement, on soulignera néanmoins que le nouvel ordre économique international devrait lui accorder une plus large place. En choisissant son modèle de développement, tout Etat doit veiller à sauvegarder l'identité culturelle de ses diverses communautés. Une telle approche peut ne pas avoir d'incidence économique immédiate mais, en termes de "développement", aucun modèle ne saurait être imposé à quelque communauté que ce soit. A long terme, la préservation des identités culturelles devrait faciliter l'adaptation des nouveaux modèles de développement économique et leur transformation en modèles plus viables et socialement plus adaptés.

7. Outre les normes susvisées concernant la préservation de l'environnement, de la culture et des modèles de développement, la communauté internationale devrait tenir compte d'un droit important, à savoir celui de tout Etat à bénéficier des avantages de la science et de la technique. Les questions relatives au transfert de technologie, à la propriété industrielle et au développement et à la protection des techniques de pointe - informatique, semi-conducteurs, biotechnologies, transmission par satellite, etc. - appellent de plus en plus des réglementations plus strictes de la part des instances multilatérales. Les industries faisant appel aux connaissances scientifiques et techniques les plus récentes sont plus ou moins dominées par les entreprises du secteur privé, dont la plupart sont des sociétés multinationales. Les

/...

instruments juridiques qui réglementent ces industries ou visent à assurer leur protection ont tendance à privilégier les intérêts des pays développés, ce qui se comprend aisément. Par ailleurs, si la question du traitement préférentiel des pays en développement est à l'ordre du jour, les accords relatifs aux échanges de biens et services qui ont été conclus dans le cadre du GATT et des négociations d'Uruguay ne se sont pas traduits par de nombreuses concessions aux pays pauvres. Il faudrait donc, pour faciliter le transfert de techniques écologiquement viables vers ces pays – et l'accès de ces derniers à ces techniques –, s'efforcer de restructurer ces instruments juridiques inéquitables.

8. Enfin, deux autres facteurs essentiels demandent à être davantage pris en considération. Premièrement, tous les Etats ont le devoir de coopérer. On est passé, en droit international, du principe de la coexistence au principe de la coopération. Une étude analytique établie sur ce sujet par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR, A/39/504/Add.1) fait observer à cet égard que, contrairement à l'abstention d'ingérence qui est la marque de la coexistence, la coopération, telle qu'elle est prévue par le droit international, exige que l'on tienne compte de la situation réelle des Etats, en vue de leur assigner des droits et des obligations, et doit donc reposer sur une infrastructure institutionnelle plutôt que sur de simples mécanismes autorégulateurs. Autrement dit, le droit international impose à tous les Etats une obligation générale de coopérer. Par ailleurs, sur le plan institutionnel, les Etats souscrivent expressément certaines obligations. Il faudrait donc désormais examiner dans quelle mesure les Etats sont effectivement astreints à respecter ce principe général du droit international qu'est le devoir de coopérer. Deuxièmement, il faudrait réaffirmer la primauté absolue du droit en procédant à la restructuration de l'économie mondiale. Il s'agit du reste là de l'un des principaux objectifs du nouvel ordre économique international, objectifs qui ont été définis à la fin des années 70, pendant la guerre froide. La plupart des principes juridiques qui les fondent n'ont pas fondamentalement évolué depuis, y compris depuis la fin de la guerre froide. La primauté du droit doit présider à la mise en place de tout nouvel ordre économique car elle est indispensable à l'instauration d'une société internationale juste et équitable.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION,
LA SCIENCE ET LA CULTURE

[Original : français]
[23 avril 1993]

Les publications de l'UNESCO ci-après pourraient se révéler utiles pour l'examen de la question :

1. Pour un nouvel ordre économique international, 1979, par Mohammed Bedjaoui, juge à la Cour internationale de Justice de La Haye. Bien que sa publication remonte loin dans le temps, cet ouvrage demeure d'actualité parce que les questions dont il traite sont toujours à l'ordre du jour. Dans la première partie de son ouvrage, l'auteur esquisse les grandes lignes de "l'ordre international de la misère et de la misère de l'ordre international". Dans la seconde partie, il examine en quoi consisterait "le droit international du développement et le développement du droit international".

/...

2. Droit international : bilan et perspectives, par Mohammed Bedjaoui, rédacteur en chef (UNESCO, 1991) 2 tomes, 1 361 pages. Cet ouvrage constitue l'une des contributions les plus importantes de l'UNESCO à la Décennie des Nations Unies pour le droit international. On retiendra notamment : a) le chapitre 28, "Droit international et développement", par Mohammed Bennouna, tome 2, pages 663 à 675, en particulier le paragraphe 2, "Le mouvement en faveur d'un ordre économique international", pages 666 et 667; et b) l'ensemble du titre II, "Les droits à vocation communautaire", tome 2, pages 1237 à 1317, en particulier le chapitre 53 intitulé : "Le droit au développement", par Mohammed Bedjaoui, pages 1247 à 1273, et le chapitre 56, "Avenir du droit international", par Mohammed Bedjaoui et Hubert Thierry, pages 1305 à 1317.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

[Original : anglais]
[24 juin 1993]

1. Le Bureau international du travail estime que la question revêt une grande importance au regard de l'adaptation du système du droit international et, en particulier, des droits de l'homme et des principes du droit humanitaire tels qu'ils ont été formulés au niveau international, à une situation économique mondiale en mutation.
2. La raison principale pour laquelle le BIT porte un intérêt à cette question réside au cinquième alinéa du préambule de la résolution 46/52 de l'Assemblée générale, qui se lit comme suit :

"Considérant que l'instauration d'un ordre économique international juste et équitable et l'existence d'un cadre juridique approprié sont étroitement liées..."
3. Ce principe reflète quelques-uns des principes fondamentaux de l'OIT elle-même et, en particulier, la Déclaration de Philadelphie qui a été adoptée en 1944 par la Conférence internationale du travail et incorporée dans la constitution de l'OIT. On trouvera ci-joint un exemplaire de la Déclaration. L'OIT appelle plus particulièrement l'attention sur la partie II de la Déclaration qui reprend la formule du texte original de sa constitution, selon laquelle "une paix durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale".
4. Il découle de ce qui précède que les principes et normes du droit international devraient viser en priorité à favoriser l'avènement de la justice sociale.
5. Comme chacun sait, les principaux moyens d'action de l'OIT depuis sa création en 1919 consistent dans la formulation, l'adoption et l'application de normes internationales du travail, en particulier au moyen de conventions et recommandations. Ces normes, adoptées par la Conférence internationale du travail, constituent désormais un important corpus de droit international connu également sous le nom de Code international du travail et qui, à la fin de 1992, comprenait 173 conventions et 180 recommandations. Les conventions ont fait l'objet de plus de 5 600 ratifications, ce qui signifie que la communauté

/...

internationale a très largement accepté l'ensemble complexe d'obligations et principes communs qu'elles constituent.

6. L'oeuvre de définition de normes entreprise par l'OIT consiste à formuler des règles du droit international du travail et à faire en sorte qu'elles soient acceptées et appliquées par les gouvernements, en coopération et en consultation avec les organisations nationales d'employeurs et de travailleurs, les partenaires sociaux qui constituent la clientèle de l'OIT. C'est pourquoi, en procédant à l'examen des principes et normes du droit international applicables au monde du travail, le Groupe de travail créé par la résolution 46/52 de l'Assemblée générale jugera peut-être bon d'examiner au préalable la question de savoir s'il reste nécessaire d'élaborer des principes et des normes dans tous les domaines et dans quelle mesure les instruments adoptés par la Conférence internationale du travail ne répondent pas déjà à ce besoin, du moins dans certains domaines, et en particulier, dans celui des politiques sociales fondamentales. L'OIT est bien entendu entièrement disposée à débattre de ces questions avec le Groupe de travail à tout moment.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

[Original : anglais]
[13 avril 1992]

L'Organisation mondiale de la santé propose qu'entre autres principes, le Groupe de travail chargé d'élaborer les principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international s'intéresse en particulier aux principes suivants :

- Le droit à la santé est l'un des droits fondamentaux de tout être humain, sans distinction de race, de religion, de croyance politique, de situation économique ou sociale;
- La communauté internationale doit organiser le transfert des techniques sanitaires de base et des autres techniques vers les pays moins avancés de manière à permettre à ces derniers de satisfaire les besoins, les aspirations et droits essentiels de leur population. A cet égard, il importe de rappeler que l'article 27.1 de la Déclaration universelle des droits de l'homme dispose que "toute personne a le droit ... de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent";
- Les droits du patient font partie intégrante du droit à la santé et des droits fondamentaux de chacun;
- Les connaissances dans le domaine de la santé doivent devenir accessibles à toute personne sous une forme qui lui permette d'accroître son autonomie et son aptitude à demeurer en bonne santé. A cet égard, il importe en particulier de permettre aux groupes vulnérables d'acquérir les connaissances et compétences économiques et sanitaires dont ils ont besoin pour améliorer leur état de santé et leur qualité de vie;

/...

- L'état de santé doit être mis sur pied d'égalité avec les autres grands critères d'évaluation de la qualité des stratégies de développement et les considérations d'ordre sanitaire doivent occuper une place centrale dans la recherche de l'équilibre voulu en matière de développement.
